

Le pouvoir aux travailleurs

24 NOV 2002

N°94

PRIX : 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- CRISE IVOIRIENNE : LES NEGOCIATIONS PIETINENT	2 - 3
- NON A LA GUERRE! NON A LA DICTATURE MILITAIRE! NON A L'IVOIRITE ET AU NATIONALISME! NON A GBAGBO, OUATTARA ET BEDIE!	4 - 5
- LES FORCES ARMÉES GOUVERNEMENTALES, LES FORCES ARMÉES REBELLES, TOUS DES ASSASSINS !	5 - 6
- POURQUOI CETTE GUERRE EN COTE D'IVOIRE? LES FAUSSES EXPLICATIONS D'UN POLITICIEN DÉMAGOGUE	6 - 8
- UNE GUERRE ENTRE PAUVRES : LE CAS DE LA RÉGION YACOUBA	8
- QUI CONTRÔLE QUOI, QUI FAIT QUOI, DANS CE PAYS ?	9
- LES POPULATIONS DES ZONES ASSIÉGÉES, DOUBLEMENT VICTIMES	9
- COUP DE POING DANS LES QUARTIERS PAUVRES D'ABIDJAN	10
- RAFLE POLICIÈRE DANS LES COURS COMMUNES D'ABOBO	10
- NON AUX EXACTIONS CONTRE LES ÉTRANGERS	11
- DES POLICIERS BATTENT DE SUPPOSÉS ASSAILLANTS	11 - 12
- SITUATION DE GUERRE : CE SONT LES PAUVRES QUI PAIENT TOUJOURS !	12
- COTE D'IVOIRE-FRANCE: INDÉPENDANCE OU PAS ?	13

CODE NO. 1001

DATE

NO.

1001

RECEIVED

1001

RECEIVED

1001

1001

1001

1001

1001

1001

1001

1001

1001

1001

1001

1001

1001

1001

1001

1001

1001

1001

1001

1001

1001

1001

1001

1001

1001

1001

1001

1001

CRISE IVOIRIENNE : LES NEGOCIATIONS PIETINENT

Cela fait plus de deux mois que le pays est partagé en deux. Les négociations de Lomé (depuis le 30 octobre), sous la houlette de Eyadéma pour le compte de la CEDEAO, ne semblent pas donner plus de résultat que les réunions de conciliation de Bouaké sous l'autorité sénégalaise.

Les rebelles ainsi que leur parti politique le MPC, réclament la démission de Gbagbo, une révision de la constitution et la tenue d'élections "sans exclusive" dans les six mois.

En guise de réponse Gbagbo, lors d'un colloque économique réunissant des grands patrons, a évoqué la tenue possible d'un référendum en 2003 ou 2004. Ce référendum porterait sur le maintien ou pas de l'actuelle constitution (dont les clauses d'éligibilité empêchent la candidature de Alassane Ouattara originaire du Nord). D'autres consultations seraient nécessaires selon lui, pour faire entériner de nouveaux amendements concernant les alinéas contestés. Ce n'est qu'à l'issue de tout cela, c'est-à-dire probablement vers la fin de son mandat actuel, que de nouvelles élections présidentielles pourraient se tenir.

Les rebelles qualifient de "diversion" les déclarations de Gbagbo. La crise se poursuit et les négociations de Lomé piétinent. Paris dont les intérêts en Côte d'Ivoire, pays phare de son pré-carré dans la région sont importants, s'en inquiète. Un certain Dutheil De la Rochère ancien ambassadeur français à Abidjan vient d'être dépêché à Lomé par le ministère français des affaires étrangères. Officiellement il s'agit d'un simple "observateur" sans arrière pensée d'ingérence. Il y a huit ans, la soi-disant "non-ingérence" de l'impérialisme français a consisté à couvrir les agissements des génocidaires rwandais. C'est au nom de ce même principe que Chirac le président actuel aidait son préféré Ratsiraka à se maintenir au pouvoir à Madagascar par des élections truquées et des méthodes de gangster.

Les grandes puissances dont la France, cherchent à faire en sorte que le climat d'instabilité actuel prenne fin. Cette situation n'est pas favorable à la bonne marche des affaires. De plus, l'effondrement politique et économique de la Côte d'Ivoire ne manquerait pas s'il perdure, d'entraîner celui d'une série de pays limitrophes. Les répercussions peuvent se révéler imprévisibles et préjudiciables aux intérêts impérialistes. Ce genre de considération constitue l'essentiel des préoccupations des grandes puissances. C'est une de leurs raisons pour le maintien de la présence sur le sol ivoirien d'une base militaire française. Mais Chirac n'ignore pas qu'un enlèvement est possible. C'est pour

cela qu'il cherche à s'en désengager en prenant au préalable soin de remplacer les militaires français par une soi-disant force d'interposition de la CEDEAO composée de 1 200 hommes, commandée par le Sénégal qui en fournirait plus de la moitié. Ainsi l'étiquette et la chair à canon seraient africaines.

La confrontation armée entre les deux parties en conflit aura-t-elle lieu? Si oui quelle en sera la conséquence pour la population civile qui est composée de différentes ethnies? Les rapports entre elles ne cessent de se dégrader à force d'être excités par les dirigeants. Plusieurs types de scénarios catastrophe sont possibles. Une évolution du type Libéria ou Sierra Leone avec des bandes armées ethnico-maffieuses sans foi ni loi contrôlant des gisements de pierres précieuses au profit de négociants occidentaux, ne constitue malheureusement pas qu'une simple vue de l'esprit.

Mais on ne peut pas non plus exclure que les deux parties finissent par se trouver un terrain d'entente. Il ne faut pas oublier que si les forces armées rebelles et gouvernementales s'affrontent aujourd'hui, elles faisaient partie hier encore du même corps obéissant aux mêmes chefs militaires et politiques qui, de Bédié à Gbagbo en passant par Guéi ont défendu la même politique xénophobe. Les "zinzins", les "Bahéfoué" et autres "Cosa Nostra" qui se complaisent à faire joujou avec des armes de guerre n'ont pas une réputation d'être spécialement des tendres envers les petites gens même si souvent nombre d'entre eux en sont issus. La réputation des FANCI et de ses composantes "escadrons de la mort" qui sèment la terreur dans les quartiers pauvres d'Abidjan n'est plus à faire.

Que ce soient les hautes autorités administratives ou les cliques militaro-policières, toutes sont constituées de gens dont l'objectif principal est de s'accrocher à des postes au service d'un ordre social injuste. Autant dire que quel que soit le compromis trouvé il le sera forcément au détriment des populations vivant dans les deux parties du pays.

Dans tout le pays l'économie est presque paralysée. La famine et la maladie sont déjà installées dans les régions défavorisées et enclavées du Nord. Les agences humanitaires des Nations unies ont lancé un appel d'urgence pour réunir près de 16 millions de dollars afin de venir en aide aux centaines de milliers de personnes qui ont dû fuir pour échapper à des attaques xénophobes. L'urgence humanitaire pourrait devenir une "tragédie humanitaire" selon les experts de l'ONU.

Les travailleurs, de quelque origine qu'ils soient, n'ont aucun intérêt à opter pour un camp ou pour l'autre. La guerre qui se prépare n'est pas la leur.

NON A LA GUERRE !
NON A LA DICTATURE MILITAIRE !
NON A L'IVOIRITE ET AU NATIONALISME !
NON A GBAGBO, OUATTARA ET BEDIE !

La guerre engagée entre les forces gouvernementales et les forces rebelles n'est pas en voie de règlement. On peut même y ajouter un nouveau problème, celui de l'éclatement possible des forces loyalistes elles-mêmes.

La guerre peut éclater à tout moment. L'enjeu n'est plus, depuis longtemps, aux premières revendications corporatistes des militaires rebelles. Aujourd'hui, Gbagbo craint pour son pouvoir. Le danger pour lui est d'abord du côté des rebelles, apparemment favorables à Ouattara. Ceux-ci remettent ouvertement en cause sa légitimité. Gbagbo a, en effet, été porté au pouvoir sans la participation de tous les principaux prétendants au pouvoir lors des élections présidentielles de l'an 2000. De plus, ces élections ont été accompagnées d'un coup de force militaire, notamment de la gendarmerie, pour chasser Guéi. Enfin, ce 26 octobre 2000, il y a eu cette tragédie contre les partisans d'Alassane Ouattara qui réclamaient la reprise des élections et qui a entraîné plusieurs dizaines de morts parmi eux, le "*charnier de Yopougon*".

Le danger pour Gbagbo vient, en deuxième lieu, de son propre camp. Gbagbo craint un coup d'Etat militaire. Il sait qu'il se trouve dans la même configuration que Bédié en 1999, avant le coup d'Etat de Guéi, lui aussi, parti d'une mutinerie de l'armée.

Le danger, de ce côté-là, semble aujourd'hui réel. D'ailleurs, la question se pose vraiment, depuis l'enlèvement de ce conflit, de savoir, dans quelle mesure

Gbagbo détient encore le peu de pouvoir que les forces armées avaient eu la bienveillance de lui laisser, lorsqu'elles le portaient au pouvoir. Il est vrai que Gbagbo semble toujours bénéficier du soutien de la gendarmerie, notamment de sa hiérarchie. Mais pendant combien de temps cela durera-t-il encore? Que fait donc Gbagbo contre ses propres forces armées qui sont les auteurs des nombreux meurtres et assassinats, ces "*escadrons de la mort*", ces rackets au quotidien, au vu et au su de tous, comme jamais auparavant? Gbagbo voudrait-il mettre un terme à toutes ces exactions qu'il n'y pourrait rien! Il a peur de sa propre force armée! En plus, il en a aussi besoin pour contrer les forces rebelles. Mais son armée, elle, n'a pas besoin de Gbagbo. Encore moins aujourd'hui. Alors, Gbagbo leur tend la carotte. Aux premières augmentations que les militaires avaient obtenu, s'ajoutera maintenant une autre, puisque Gbagbo a déjà pondu un décret dans le sens d'améliorer encore plus les conditions de travail et de rémunérations de ces soldats.

Si la situation politique continue à s'enliser encore plus, ce n'est pas seulement du côté de l'armée que Gbagbo devra craindre mais aussi du côté de la bourgeoisie. A commencer par l'impérialisme français qui a d'énormes intérêts en Côte d'Ivoire et qui voit d'un mauvais oeil la tournure actuelle des événements. Alors, d'ici que ces vrais maîtres de Gbagbo décident de le lâcher pour changer de cheval, il n'en faudrait plus beaucoup.

Déjà, à en croire les bruits de couloir qui circulent à Abidjan, les vraies raisons du changement des heures du couvre-feu qui a été ramené de 21h à 19h il y a de cela quelques jours, viendraient du fait que Gbagbo aurait été victime d'une tentative d'assassinat malgré le fait que toute sa protection rapprochée est contrôlée par des mercenaires à sa solde. Gbagbo ne faisant plus confiance à son armée!

L'enjeu de cette guerre, si elle éclate, c'est donc pour permettre à Gbagbo de garder son pouvoir. Voilà pourquoi les gens de Gbagbo demandent aux "ivoiriens" de "donner leur sang"!

Pour les mêmes raisons, le pouvoir continue de prétendre que le pays est en danger, victime d'une agression venant d'une puissance étrangère que serait le Burkina et la Libye. Le journal "Notre Voie" laisse même courir le bruit que la main d'Al Quaida de Ben Lâden ne serait pas loin. Tout cela ressemble à une grosse manipulation pour mobiliser les populations, pour défendre "la patrie" en danger!

Mais ce faisant, c'est une guerre inter-ethnique qui se profile à l'horizon. Parce que les manifestations de Bouaké ont aussi montré que les rebelles, eux

aussi, ont le soutien de jeunes de ces régions-là. De là à les entraîner dans cette guerre, il n'en faudrait pas beaucoup; d'autant plus que les massacres du 26 octobre sont encore présent dans tous les esprits.

Alors, entre choisir le camp d'un Gbagbo, d'un côté, qui mène une politique en faveur des pauvres en parole mais pro-patronale en fait - ces deux ans de pouvoir FPI le montrent amplement - et, de l'autre, choisir le camp d'un Ouattara ou d'un Bédié que l'on a déjà vu à l'oeuvre et qui mèneront la même politique que Gbagbo, c'est-à-dire une politique résolument contre les travailleurs, la classe ouvrière n'a pas à choisir: c'est blanc bonnet, bonnet blanc. De plus, on ne peut plus écarter l'hypothèse d'une dictature militaire qui perdure et qui serait encore plus préjudiciable à la classe ouvrière.

Alors, les travailleurs doivent se méfier de toute cette clique de politiciens à commencer par Gbagbo, qui cherche à protéger son pouvoir en entraînant le pays vers la barbarie. Les travailleurs qui pensent que Ouattara au pouvoir représenterait mieux leurs intérêts se trompent. Comme Bédié, il suffit de se rappeler leur politique lorsqu'ils étaient au pouvoir.

**LES FORCES ARMÉES GOUVERNEMENTALES,
LES FORCES ARMÉES REBELLES,
TOUS DES ASSASSINS !**

Depuis le début des événements, la presse dans son ensemble se tait sur les nombreux meurtres, les assassinats et autres actes ignobles commis par les forces armées sur les populations des quartiers pauvres de ce côté-ci de la "ligne de front", notamment à Abidjan.

Cette presse a choisi le camp du pouvoir en place. Or, l'avenir de ce pouvoir repose d'abord sur la fidélité des forces armées loyalistes à son égard. Voilà pourquoi, radio, télé et journaux ont choisi de se taire sur les ignominies commises par ces forces armées.

Quant à la presse hostile au pouvoir, telle que "*Le Patriote*", "*Tassouman*", ces journaux proches du RDR, qui, en temps ordinaire, feraient ses choux gras sur tout ce qui peut égratigner le pouvoir d'Abidjan, ces journaux n'osent pas dénoncer ces exactions, ni même, d'ailleurs, de trop critiquer le pouvoir, de peur d'en faire les frais. Ce groupe de presse a d'ailleurs déjà subi plus d'une fois les furies de ces hommes habillés.

Alors, lorsque cette presse au service du pouvoir se sent quelque fois obligée de parler de tous ces cadavres de malheureuses victimes des rackets des "*valeureux soldats*" qu'on retrouve chaque jour dans les ruelles sales des quartiers populaires d'Abidjan, elle s'empresse de mentir! Elle fait croire que ce sont là des corps des méchants "*assaillants*" abattus par ces "*braves soldats*"!

Les principales victimes sont d'abord tous ceux qui portent un nom à consonance nordique, particulièrement, burkinabé. C'est une raison suffisante pour être rançonné en espèces sonnantes ou pour être tué et taxé ensuite d'"*assaillant*"!

Si tous ces mensonges colportés par le pouvoir en place et par la presse trompent certains, ils ne peuvent pas tromper les habitants des quartiers où se produit toute cette barbarie. Les victimes étant souvent les habitants de ces quartiers eux-mêmes.

Quand le mensonge est trop gros, tel l'assassinat d'un des Dakoury enlevé en plein jour à Abidjan depuis son cabinet médical, vraisemblablement par les forces armées, les mêmes journaux ont répété après le gouvernement que cet assassinat a été commis par... des "*assaillants habillés en tenue militaire*"!

Quant à ce qui se passe de l'autre côté du front, il est clair que ces militaires rebelles commettent des actes tout aussi barbares. Comme ceux d'ici, ne faisaient-ils pas initialement partie des mêmes corps armés, formés par les mêmes crapules galonnées?

D'ailleurs, dans les négociations en cours, le gouvernement a déjà annoncé que les militaires rebelles réintégreront les forces gouvernementales dès la fin des conflits! Qui se ressemble s'assemble!

POURQUOI CETTE GUERRE EN COTE D'IVOIRE? LES FAUSSES EXPLICATIONS D'UN POLITICIEN DÉMAGOGUE

Mamadou Koulibaly, le président de l'assemblée nationale, a donné "*un certain nombre d'éléments*" qui, selon lui, "*expliquent cette guerre*" que connaît le pays depuis deux mois.

La première de ces raisons viendrait du fait que des "*étrangers*" qui avaient le droit de vote du temps de Houphouët n'ont plus ce droit. Cette "*exclusion*" serait donc, selon lui, source

de mécontentement. D'emblée, notre démagogue sous-entend donc que ce sont les "*étrangers*" qui sont derrière ces événements.

C'est bien là un exemple de la façon dont ces politiciens cherchent à détourner le mécontentement des populations victimes des bas salaires, du chômage et de la misère, qui touchent d'ailleurs de plus en plus de familles,

surtout, depuis l'arrivée au pouvoir de ces faux "socialistes"!

La seconde raison, nous dit-il, c'est que *"malheureusement, pour nous, en 1990, plusieurs partis politiques ont été autorisés par le président Houphouët. Dès lors, ne pouvait gouverner la Côte d'Ivoire que celui qui avait le plus de voix"*.

A le comprendre, donc, il faudrait revenir au bon vieux temps du parti unique sous le règne d'Houphouët comme cela il n'y aurait plus de problème d'élection!

La troisième raison prendrait sa source dans les années 1990, lorsque Ouattara aurait *"décidé de couper une certaine somme sur les salaires"* et décidé aussi de faire payer les *"cartes de séjour"*.

Alors là, quel culot! Mais alors, pourquoi le FPI tarde-t-il tant à supprimer cette *"carte de séjour"*, si c'est là, source de problème? Maintenant, s'agissant de la politique menée par Alassane Ouattara lorsqu'il était Premier Ministre, quoi d'étonnant de voir, donc, un ennemi des travailleurs entreprendre une politique contre les salariés, une politique favorable au patronat et la bourgeoisie!

Par contre, rappelons à notre démagogue de service qu'une fois lui et son parti parvenus au pouvoir, ils ne sont revenus sur aucune de ces mesures de Ouattara qu'il ne s'est pas gêné de critiquer! Ça fait tout de même deux ans qu'ils sont maintenant au pouvoir! Même s'agissant de l'injustice commise sur les enseignants, il a fallu que ceux-ci mènent une grève qui a duré plus d'un an contre ces *"réfondeurs"* avant d'avoir, seulement en partie, gain de cause! Et on se souvient que ces enseignants avaient été taxés par le FPI d'avoir fait preuve de

"manque de sentiment patriotique" pour avoir osé réclamer l'abrogation de cette loi Ouattara sur les salaires!

D'ailleurs, qu'attendent donc nos *"socialistes"* pour augmenter les salaires des travailleurs? Pour améliorer le système de santé et le rendre accessible à tous? Pour interdire au patronat le système de journalier et les obliger à embaucher leurs salariés?

La vérité c'est que ces *"socialistes"*-là ne diffèrent en rien du *"liberal"* Ouattara! Après deux ans de pouvoir, ils ne peuvent pas citer une seule mesure favorable aux travailleurs qu'ils aient prise, sans que ceux-ci ne l'aient obtenue par la lutte!

Par contre, ces mêmes gens qui bloquent les salaires des travailleurs, sous prétexte qu'il n'y a pas d'argent, ne se sont pas gênés pour faire voter des lois permettant une augmentation sans commune mesure de leurs salaires à eux! Et aussi une multitude de mesures permettant au patronat de puiser dans les caisses de l'Etat! Quant il s'agit de se servir et de donner aux riches, oui, ils trouvent l'argent!

La quatrième raison serait *"le code de nationalité"*. Cette fois-ci, notre bien heureux président du parlement en arrive encore une fois sur le cas Ouattara: l'épine sous leur pied!

Ah, si seulement celui-là pouvait mourir comme Guei, la vie serait plus prometteuse! Certains pourraient rêver de s'enrichir comme *"nanan Houphouët"* et pourquoi pas, se faire aussi appeler nanan Koulibaly! Sauf que Ouattara a lui aussi goûté au pouvoir et malheureusement, il semble avoir les mêmes ambitions qu'eux!

La cinquième raison, c'est *"le*

code foncier". A ce sujet, notre millionnaire dit beaucoup de choses. Mais pas l'essentiel! Il oublie de rappeler que le conflit foncier dans les campagnes a pris une ampleur depuis que Gbagbo, lors de sa campagne électorale contre le PDCI, a fait croire aux paysans sans terre de la région Sud-Ouest et Centre-Ouest du pays qu'une fois au pouvoir, il fera en sorte que les dioulà, les baoulé et les burkinabé perdent leur terre dans ces régions en faveur des "autochtones". Résultats, cette démagogie n'a pas encore fini de faire des morts!

La sixième raison, serait la nouvelle "identification" en cours. En effet, cette identification pose un certain nombre de problèmes et crée un sentiment d'exclusion, en reléguant certains ivoiriens en deuxième catégorie. Cette "identification" est donc des plus injuste. Mais, apparemment, ce problème-là n'en est pas un pour notre démagogue millionnaire. Alors il veut

faire croire que c'est l'"identification" en tant que telle que les populations du Nord remettent en cause. Il est pourtant bien placé pour savoir que ce qui est en cause, c'est le fait que derrière l'"identification" se cache leur sale politique de "ivoirité".

Alors, finalement, pourquoi cette guerre? Des raisons, on pourrait en donner plusieurs. Mais Mamadou Koulibaly n'a pas énuméré la principale d'entre elles. Il s'agit de la remise en cause de la légitimité de Gbagbo et de son équipe au pouvoir par une grande partie de la population du Nord qui estime à juste titre que tous les candidats n'ont pas pu concourir lors des élections présidentielles de l'an 2000. Ils demandent par conséquent la reprise de ces élections. Alors, les Gbagbo, ça, ils ne veulent pas en entendre parler. Ils préfèrent encore que les "ivoiriens donnent leur sang" pour sauver les postes des gens bien installés!

UNE GUERRE ENTRE PAUVRES: LE CAS DE LA RÉGION YACOUBA

Au lendemain de la mort du général Guei, ses partisans, dans plusieurs villages des cantons du département de Biankouma, se sont attaqués aux biens et aux personnes des militants du FPI.

A l'origine, c'est dans un village proche de Biankouma, Gan, d'où est originaire le nouveau maire UDPCI (parti de Guéi) de Biankouma, que les militants FPI auraient présenté leurs condoléances aux militants de l'UDPCI. Ces derniers n'ont pas apprécié le geste, l'assimilant à une moquerie.

La suite sera fatale pour ces

quelques militants FPI qui verront leurs habitations, leurs plantations détruites et, eux-mêmes chassés du village par la suite. Les mêmes incidents se reproduiront dans plusieurs cantons de Biankouma et de Sipilou.

Aujourd'hui, plus de 450 familles se trouvent réfugiées à Man. Parmi ces réfugiés, il y a même des blessés graves qui ont été admis au CHU de Man.

Voici comment, si nous n'y prenons garde, la lutte pour le pouvoir de quelques politiciens, risque de dégénérer en guerres fratricides entre pauvres.

QUI CONTRÔLE QUOI, QUI FAIT QUOI, DANS CE PAYS?

Depuis le début des événements, les militants et les responsables des partis d'opposition sont traqués à tout moment. Chaque semaine, on annonce des arrestations, des enlèvements, des perquisitions et même des assassinats à domicile ou après enlèvement.

Le gouvernement a décliné toute ingérence, rejetant la responsabilité sur les insurgés qui sont à mille lieux de ces

crimes ou sur des individus incontrôlés.

Mais la manière avec laquelle les enlèvements et les assassinats sont planifiés, nul doute que c'est une opération bien orchestrée. Le pouvoir dément être à l'origine de ceux qu'on désigne "*escadron de la mort*". Mais alors, si ce n'est pas le pouvoir, qui en a le contrôle? Il y a bien une hiérarchie militaire qui se cache derrière!

LES POPULATIONS DES ZONES ASSIÉGÉES, DOUBLEMENT VICTIMES

Depuis le déclenchement de cette guerre, les populations pauvres des zones dites de guerre, Korhogo-Bouaké-Vavoua et même Daloa, vivent des situations difficiles, faites de manque de nourriture, de soins dans les hôpitaux, de coupures d'électricité et d'eau. Il faut ajouter à cela l'insécurité et la peur d'un affrontement inter-communautaires, à ne pas écarter et bien sûr, un affrontement ouvert entre les forces armées en conflit.

Ceux qui ont pu s'échapper de ces régions ont dû marcher pendant des jours, sous la menace des rebelles avant d'atteindre Tiébissou, Yamoussoukro, Didiévi ou autres endroits qui ressemblent tous aujourd'hui à des camps de concentration.

Ces populations sont doublement victimes. D'abord des ambitions et appétits des politiciens qui depuis 1990, eux et leurs hommes de plume, ont envenimé l'atmosphère sociale. Ils ont véhiculé chacun à leur niveau, le poison de la division, de la haine, entraînant la violence entre pauvres.

Aujourd'hui, on ne sait même plus à quoi s'en tenir, si cette situation dégénère en un conflit généralisé. En tout cas, les risques sont réels. Aux populations pauvres de comprendre que leurs premiers ennemis ce sont les politiciens de leurs propres ethnies qui les poussent à la haine de l'autre. Parce que quel que soit celui qui est au pouvoir, il est de toutes les façons un ennemi des pauvres!

L E U R S O C I E T E

COUP DE POING DANS LES QUARTIERS PAUVRES D'ABIDJAN

Une semaine après les séries d'assassinats dans la capitale, la commune d'Abobo fut le théâtre d'une opération coup de poing le 13 novembre 2002.

Toutes les artères des quartiers de la commune ont été quadrillées par les éléments des "forces de l'ordre", toutes unités confondues. Ils ont effectué une intense rafle de toute personne se trouvant sur leur passage. La plupart des rafles étaient des étrangers, même lorsqu'ils avaient leurs pièces en règle. Ils étaient répartis en petits groupes, puis convoyés dans les commissariats comme lieu de transit pour certains. D'autres étaient directement embarqués à l'école de police. Entassés comme du

bétail dans des "cargos", on les a bastonnés jusqu'à destination.

Comme d'habitude, c'était aussi une occasion pour ces forces de sécurité de racketter les petites gens. Des Mauritaniens en ont fait les frais jusque derrière les comptoirs de leurs petites boutiques.

Le gouvernement prétend que ce genre de rafles sont des mesures préventives contre la montée de la criminalité. Mais cela ressemble fort à une manière de terroriser les populations pauvres en prévention d'un quelconque soulèvement de colère, tellement tout le monde en a ras-le-bol!

RAFLE POLICIÈRE DANS LES COURS COMMUNES D'ABOBO

Plusieurs familles maliennes résidant dans une cour dans le quartier de Derrière-rails à Abobo n'oublieront jamais le passage des policiers dans la nuit du 8 novembre à 4 heures du matin. Les policiers ont fracturé les portes, fait sortir les enfants, les femmes et leur mari. Ils ont été frappés, leurs maisons

fouillées et pillées. Les policiers ont tiré des coups de fusil en l'air pour faire peur. Menacés, ces pauvres familles ont payé chacune une somme de 10.000F, d'autres un peu plus.

A la suite, quelques uns, menottes aux poings, ont été embarqués pour n'avoir pas payé la somme demandée.

L E U R S O C I E T E

OPÉRATION RAFLE GÉNÉRALE A ABOBO

Le 13 novembre dernier, il y a eu des patrouilles policières dans tout les quartiers de la commune d'Abobo. Les policiers étaient armés de mitraillettes, de pistolets et de matraques. Tout le monde fuyait, sachant que n'importe qui pouvait être embarqué pour un oui ou pour un non.

Les policiers contrôlaient les pièces d'identité, fouillaient dans les maisons, ateliers de travail et magasins, on ne sait à la recherche de quoi. En tout cas, tout le monde avait peur. A défaut de

pièce d'identité sur soi, le policier vous déshabille et vous traîne à leur suite dans le quartier. Les policiers, armes aux poings, ont obligé certains à patauger dans des flaques d'eau sale, boueuses et remplies de microbes. Ceux qui ne voulaient pas subir un tel sort, devaient payer une somme d'argent.

Le racket était flagrant. Il y a, par exemple, le cas de ces deux jeunes baoulés, qui, malgré la présentation de leurs pièces d'identité, se sont vu racketter la somme de 3000 Fr chacun.

NON AUX EXACTIONS CONTRE LES ÉTRANGERS

La semaine dernière, à Treichville, trois Etrangers ont été arrêtés par des policiers. Sous prétexte qu'il leur manque des papiers, les policiers leur demandent de payer chacun 50.000 Fr. L'un avait en sa possession 45.000 Fr. Il a été relaxé. Il n'en a pas été de même pour les deux autres qui ont été sauvagement battus

avant d'être embarqués. Ils y ont été sequestrés durant trois jours avant d'être relaxés. L'un d'eux est mort des suites de ses blessures.

Ces exemples d'exactions policières sont légion. Les "forces de l'ordre" opèrent en toute impunité sur de pauvres gens qu'ils dépouillent.

DES POLICIERS BATTENT DE SUPPOSÉS ASSAILLANTS

Depuis la crise qui secoue la Côte d'Ivoire, tout le monde se prend pour détective. C'est ainsi que la semaine

dernière, un agent de la mairie de Treichville, qui devait simplement encaisser le prix du ticket, demande, en

L E U R S O C I E T E

plus, à fouiller le magasin. L'employé lui demande d'attendre son patron. Ce dernier, une fois revenu, règle le problème en soudoyant l'agent de la mairie. L'employé, écoeuré, par ce comportement, lance que tous ces comportements vont prendre fin un jour.

Mal lui en a pris, l'agent de lamairie, se dépêche d'appeler la police pour les dénoncer comme étant deux "assaillants". Les policiers, au nombre de sept et bien armés, vont se mettre à fouiller le magasin et bastonner les deux vendeurs. Il a fallu l'intervention des voisins pour qu'ils aient la vie sauve.

SITUATION DE GUERRE : CE SONT LES PAUVRES QUI PAIENT TOUJOURS!

Depuis le 19 septembre dernier, la Côte d'Ivoire est en situation de guerre. Le pays est divisé en deux, de nombreuses entreprises tels Sitarail, Utexi, Uniwax, ont prétexté de cette situation pour mettre de nombreux travailleurs en "chômage technique" et effectuer de nombreux licenciements. Il existe aussi le cas d'autres entreprises qui profitent de la situation pour ramener le travail à mi-temps et réduire ainsi les salaires par deux! Bien évidemment, la quantité de travail abattu dans la journée, elle, reste la même!

Pour les bourgeois, lorsque les

affaires marchent, c'est eux qui empochent les bénéfiques! Quand ça ne marche pas, c'est aux travailleurs de payer, pour qu'ils maintiennent leurs bénéfiques.

Quand bien même certaines entreprises perdraient de l'argent parce que pénalisées par la situation économique actuelle, il ne leur vient pas à l'esprit de prendre sur leurs bénéfiques passés, au lieu de faire payer les travailleurs. Pour ce qui est du gouvernement, il trouve tout cela, bien sûr, tout à fait normal!

GBAGBO : "DÉSORMAIS, ON AURA PEUR DE NOTRE ARMÉE"

La crise que vit le pouvoir de Gbagbo est un prétexte suffisant pour que les dépenses militaires augmentent. Des armes sophistiquées, des hélicoptères équipés et toute une panoplie d'armes.

Est-ce seulement pour faire face aux "assaillants"? Ce n'est pas dit! Si cette crise dure, les bourgeois et leurs serviteurs au pouvoir vont faire payer - toujours plus - la note aux populations pauvres, à commencer par les travailleurs.

L E U R S O C I E T E

Les dirigeants de l'Etat savent que les travailleurs ne sont pas obligés d'accepter ces sacrifices. Il y aura bien

cette goutte qui fera déborder le vase. Et c'est aux travailleurs et aux petites gens que Gbagbo s'adresse lorsqu'il dit que dorénavant son armée fera peur!

LES POLICIERS REMPLACENT LES VOLEURS!

Les descentes policières dans les quartiers précaires continuent toujours, sous le prétexte que des assaillants s'y cachent. C'est ainsi que Gbagba, un quartier pauvre de Bingerville, en a été

victime. Venus d'abord le matin, les policiers ont prétexté procéder à un contrôle d'identité, pour revenir en pleine nuit, entre 2h et 3h du matin. Et là, les habitants ont été dépouillés de leurs portables et de leur argent.

POLITIQUE D'IDENTIFICATION OU DE DISCRIMINATION ET DE DIVISION?

Selon un journal de la place, on pouvait lire la note suivante dans un commissariat de Bouaké: "les demandeurs de cartes nationales d'identité portant des noms à consonance Malinké, doivent produire un certificat de nationalité de l'un des

parents".

Voilà les dérives auxquelles conduisent la nouvelle politique d'identification, quand on sait qu'officiellement il faut seulement un extrait de naissance et un timbre pour obtenir la nouvelle carte d'identité.

COTE D'IVOIRE-FRANCE: INDÉPENDANCE OU PAS?

La crise qui a éclaté en Côte d'Ivoire le 19 septembre dernier a mis à nu sa dépendance vis-à-vis de l'impérialisme français. Il n'y a qu'à voir comment les dirigeants du pays ne cessent de pleurer aux pieds des

dirigeants français.

Ils reprochent à leur maître de n'être pas intervenu directement pour neutraliser la rébellion et de n'avoir pas fourni les armes à temps. On voit, quand

L E U R S O C I E T E

ça chauffe, que leur blabla sur la

"*souveraineté de la patrie*", ne sont que des mots pour tromper les naïfs!

DESTRUCTION DES QUARTIERS PRÉCAIRES D'ABIDJAN

A un quotidien français à qui il a accordé une interview, Gbagbo a affirmé qu'il a été félicité par la population quand il a entrepris de casser les bidonvilles.

Quelle est donc cette "*population*" qui aurait applaudi ces destructions? Certainement pas les travailleurs victimes de cette injustice! On voit mal ces populations déguerpies, traînant à

travers la ville d'Abidjan avec leur famille, sans un endroit où aller, applaudir Gbagbo.

Evidemment, quand ces gens-là disent parler au nom de la "*population*", ils parlent des gens de leur milieu, des bourgeois, petits et grands, qui voient très mal les pauvres venir les envahir dans leurs quartiers, en créant des bidonvilles aux portes de leurs palais.

RECRUTEMENT DES MERCENAIRES, AUJOURD'HUI, DES ENFANTS, DEMAIN !

Dans une interview accordée à un quotidien français, le président de l'Assemblée Nationale, Mamadou Koulibaly a avoué accueillir "*à bras ouvert les Angolais et tous ceux qui veulent nous aider*".

On se rappelle qu'au début de la rébellion, le régime, pour étayer sa thèse d'"*agression étrangère*", brandissait le fait que des "*mercenaires étrangers*"

étaient, disaient-ils, aux côtés des rebelles. Aujourd'hui, c'est à tour de bras que le gouvernement, lui-même, semble recruter des mercenaires originaires d'Angola, d'Afrique-du-Sud et de France.

Pour garder leur pouvoir, pour les uns, pour y parvenir, pour les autres, ces gens-là sont prêts à nous entraîner dans la barbarie, à la mort!

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.